

Réseau pour la promotion des méthodes, approches et recherche participatives

02BP 5657 Ouagadougou 02 - Tél : 50 36 54 41 - Site web : www.reseaumarpbf.org –

Courriel: contact@reseaumarpbf.org



RAPPORT TECHNIQUE ET FINANCIER

2015

Janvier 2016

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



Les membres
du Réseau
MARP Burkina
à l'issu de
l'assembkée
générale des 5
et 6 février
2016



« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



RAPPORT TECHNIQUE 2015

INTRODUCTION	5
I. CONTEXTE.....	6
II. RAPPEL DU PROGRAMME D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2015	8
III. ZONE D'INTERVENTION EN 2015.....	8
IV. BILAN DES ACTIVITES DES PROJETS.....	10
3.1 PROGRAMME DRYDEV	10
3.2 PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DU SOJA ET DU MAÏS.....	13
3.3 PROGRAMME DE DE PLAIDOYER POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES.....	24
3.4 PROJET POST-INONDATION (PROJEY START FUND)	29
3.5 INITIATIVE PAIX ET DIVERSITÉ AU SAHEL (IPAD)	32
3.6 PROJETS FAO	34
V. LES DEFIS POUR 2016.....	37
CONCLUSION	38
ANNEXE.....	39

Les réalisations 2015 en quelques chiffres

19
salariés

19 salariés

19
salari

19
salariés

19 salariés

19
salari

19 salariés

19
salariés

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

INTRODUCTION

Le Réseau pour la promotion des approches participatives, Réseau MARP Burkina, a été créé en février 1992 sous la forme d'un regroupement de personnes-ressources en réseau informel pour promouvoir les Approches Participatives. Il a été reconnu officiellement en janvier 1998 comme Association sous le récépissé N° 98-148/MATS/SG/DGAT/DLPAJ du 6 mai 1998. En 2007, il a acquis le statut d'Organisation Non Gouvernementale (ONG) sous le n°552 DSONG du 26 juillet 2007.

Le Réseau MARP est une Organisation laïque et apolitique qui a la vision suivante : **« une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »**. Cette vision part du fait qu'aucun développement cohérent, aucun bien être ne peut se construire sans l'implication totale du principal bénéficiaire. Le rêve du Réseau MARP Burkina est de parvenir à un état où les communautés prennent en main de façon consciente, volontaire, responsable, et engagée la construction de leur devenir. Les domaines d'action du Réseau MARP sont :

- Le renforcement des capacités des acteurs au développement durable à la base ;
- L'appui/accompagnement des Projets/Programmes, Associations locales, ONG, collectivités locales, des communautés, etc.
- Les études ;
- Les recherches actions participatives ;
- Capitalisations et diffusion des bonnes pratiques de développement participatif durable ;
- La Gestion de Projets et programmes participatifs.

C'est fort de ces centres de compétences, qu'il a développé au cours de l'année 2015 plusieurs activités surtout dans le domaine de la gestion de projets participatifs et programmes et dont le présent rapport fait l'économie.

Ce rapport annuel 2015 est articulé essentiellement autour des activités des principaux projets et présente des actions transversales liées à la communication, le suivi évaluation et la participation aux activités de la société civile. Des contraintes de mise en œuvre y sont relevées ainsi que des défis majeurs qui engagent le futur de la structure.

I. CONTEXTE

Les activités de l'année 2015 du Réseau MARP ont été marquées par des facteurs liés au contexte interne et externe de la structure.

Contexte interne : sur le plan interne, l'année a été marquée par le renforcement opérationnelle pour la mise en oeuvre des projets. L'année a été également marquée par le renforcement du processus de restructuration engagé en 2014. En effet, la mise en place d'une coordination opérationnelle travaillant en étroite collaboration avec le Bureau Exécutif représenté par le Président du Réseau MARP a permis de rendre plus dynamique la structure et contribué à un meilleur rayonnement au plan national.

Contexte externe : **Sur le plan climatique**, on a enregistré au cours de l'année 2015, des inondations dans plusieurs Régions du Burkina dont la ville de Ouagadougou et la province du Zondoma. La semaine a connu un démarrage tardif sur l'ensemble du pays. Et si dans la zone nord du pays la poursuite de l'activité pluvieuse jusqu'à la fin du mois de septembre a permis une bonne maturité des récoltes, dans le Sud du pays, ce retard et l'irrégularité constatée des pluies a eu pour effet de réduire la productivité et affecte les activités la mise en place des champs écoles mis en place dans le cadre de l'intervention du Réseau MARP-Burkina.

Sur le plan politique, le Burkina Faso a connu une année de transition politique à la suite de l'insurrection populaire de fin octobre 2014, qui a abouti à des élections jugées transparentes et apaisées en fin novembre 2015. Cette année de transition a été marquée pour le Réseau MARP-Burkina, à ses débuts, par un ralentissement des activités de plaidoyer du fait du changement des autorités à la tête des institutions. Cependant, ce retard a été rattrapé en fin d'année par la signature du pacte RRC par les candidats aux élections présidentielles et la conduite d'audiences auprès de plusieurs autorités nationales. En outre, au cours de cette année de transition, un coup d'état qui a duré une semaine a entraîné une paralysie des activités dans le pays. La mise en oeuvre des activités du Réseau MARP a été perturbé par ce coup de force. Ainsi, le Projet Start fund qui devait être conduit en 45 jours a connu un retard d'exécution qui a nécessité une négociation d'un délai supplémentaire de mise en oeuvre.

Sur le plan de la politique du développement, l'année 2015 a été celle de la fin et du renouveau des grandes politiques de développement du monde. Ainsi, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Cadre d'Action de Hyogo (CAH) et les politiques internationales sur le climat ont fait l'objet d'évaluation et d'élaboration de nouveaux cadres référentiels avec des défis, objectifs et indicateurs mondiaux à poursuivre. Plusieurs rencontres nationales et internationales ont été organisées à cet effet et le Réseau MARP-Burkina a pu y participer à travers des représentants à ces cadres d'échanges.

Situation du partenariat : Sur le plan des relations institutionnelles et de la gestion du partenariat, la situation a été marquée par :

- ***Le renforcement du partenariat*** (avec des échanges intenses) avec d'anciens partenaires tels que l'**Université Libre d'Amsterdam**, **Christian Aid**, **AGRA** et **ICRAF** dans le cadre de la mise en œuvre de projets en cours. La poursuite d'une telle dynamique de partenariat actif est de nature à créer de bonnes conditions pour la mise en œuvre de ces projets mais aussi ouvrent des perspectives prometteuses pour les années à venir en termes d'amélioration du portefeuille de projets.
- ***La consolidation du rôle de leader du plaidoyer sur la RRC*** : le Réseau MARP-Burkina est depuis 2009, le leader des partenaires de Christian Aid du plaidoyer sur la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC). Ce leadership s'est confirmé à travers la conduite réussie en 2015 des actions de plaidoyer sur la RRC et de « l'allégeance » des membres du Réseau national de plaidoyer RRC au Réseau Mondial sur la Réduction des Risques de Catastrophes (GNDR) dont le Réseau MARP assure la coordination au Burkina Faso.
- ***Nouveau partenariat avec CARE Niger*** est consécutif à la mise en œuvre de l'Initiative Paix et Diversité au Sahel (IPAD) financé par **CARE Autriche** et l'**Union Européenne**. Ce nouveau partenariat marque également l'adoption par le Réseau MARP d'une thématique importante du développement, à savoir la gestion des conflits.
- ***Le partenariat avec les structures de l'Etat*** : Le Réseau MARP-Burkina s'est appliqué en 2015 à consolider les bonnes relations qu'il entretient avec les institutions publiques à travers la soumission de dossiers pour le renouvellement de sa convention auprès de la Direction de la Promotion et du Suivi des ONG (DSPONG). Le Réseau MARP-Burkina a également soumis au cours de l'année (dans les délais) ses rapports narratifs et financiers de l'année 2014 auprès de cette structure comme le recommande la convention. Dans le cadre du travail dans la domaine de la réduction des risques de catastrophes, le Réseau MARP a étroitemment associé le Secrétariat Permanent du Conseil National du Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR) et le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MASSN). Ces structures ont en retour associé de façon constante le Réseau MARP-Burkina à leurs activités. Sur le terrain, la collaboration avec les services déconcentrés de l'Etat s'est également poursuivie à travers l'élaboration de protocoles de collaboration. Ainsi, pour le Projet Soja, des protocoles ont été établis avec les Directions Régionales de l'Agriculture du Centre-Sud et du Centre-Ouest. Dans le Sahel, les agents des services déconcentrés du développement rural et du Genre ont été responsabilisés pour la conduite des diagnostics communautaires dans le cadre du Projet IPAD. Enfin, les autorités communales de l'Arrondissement 8 de Ouagadougou et de Gourcy ont été les interlocuteurs et les facilitateurs de la mise en œuvre du Projet Start fund.

- **La perspective de nouveaux partenariats** : le tissu de partenariat du Réseau MARP-Burkina pourrait se renforcer au cours de l'année 2016 à travers les négociations en cours avec i) l'ONG The Brooke qui travaille pour le bien-être des équidés et avec laquelle un projet de recherche participative sur l'âne est en cours d'élaboration et qui pourrait être lancée en début d'année 2016, ii) avec Christian Aid sur les thématiques de la résilience, du plaidoyer, du genre et de la sécurité alimentaire, iii) avec l'ONG canadienne Christian Children Fund of Canada (CCFC) sur les questions de réduction des risques de catastrophes et de l'alerte précoce, et iv) avec l'Université Libre d'Amsterdam sur le développement d'applications sur le développement des chaînes de valeur et la météorologie.

II. RAPPEL DU PROGRAMME D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2015

L'année 2015 a été marquée par la poursuite de la mise en oeuvre des deux plus importants du Réseau MARP-Burkina à savoir le Programme DRYDEV et le Projet Soja lancés une année auparavant et le lancement de nouveaux projets que sont le Projet Start fund et le projet IPAD. Les principales activités des projets planifiées pour l'année se présentent ainsi qu'il suit :

- Les activités des projets finissant:
 - ✓ Le lancement de la principale phase du Programme DRYDEV ;
 - ✓ La mise en oeuvre des activités de plaidoyer sur la Réduction des Risques de Catastrophes;
 - ✓ La poursuite de la mise en oeuvre du Projet Soja;
 - ✓ La capitalisation des expériences du Réseau MARP dans ses différents secteurs d'intervention.

En plus des activités des projets, l'équipe du Réseau MARP avait prévu au cours de l'année de conduire les activités transversales de suivi évaluation, de communication, de recherche de nouveaux financements à travers l'élaboration de projets et de participation active aux activités de la société civile.

III. ZONE D'INTERVENTION EN 2015

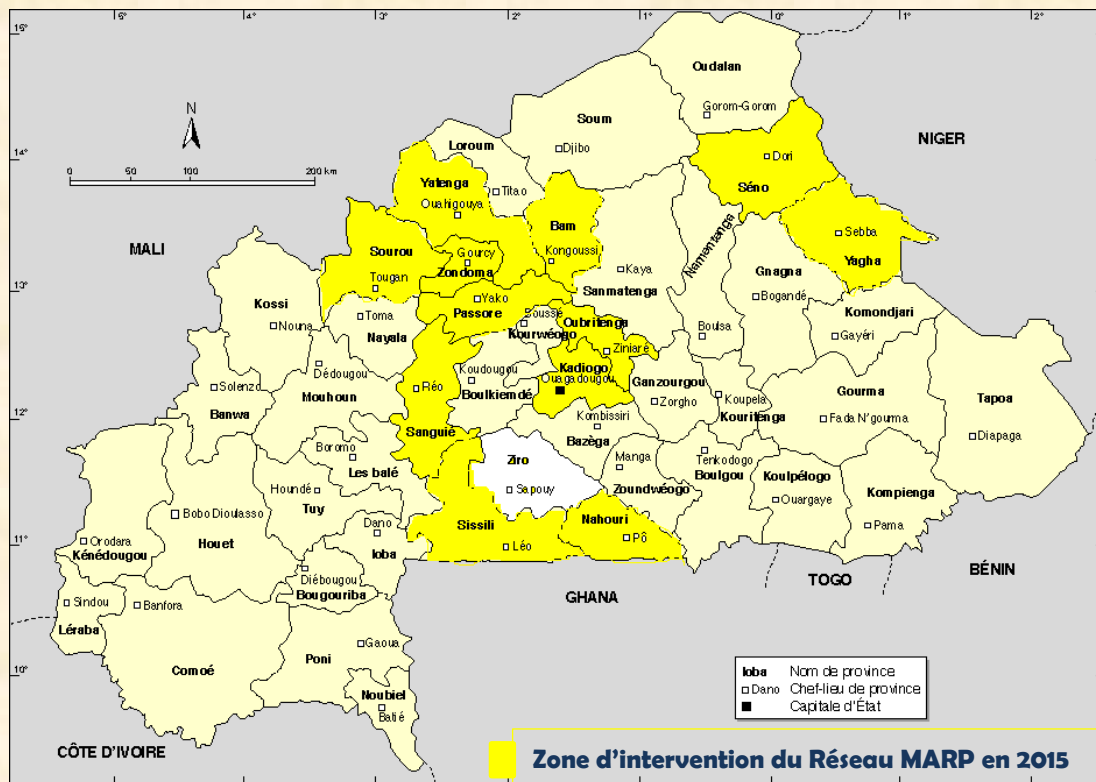
Au cours de l'année 2015, le Réseau MARP a intervenu à travers quatre (04) principaux projets dans 12 provinces du Burkina Faso. Il s'agit :

- ↳ des provinces du Bam, Passoré, Sanguié, Sourou, Yatenga, Zonoma couvertes par le Programme DRYDEV,
- ↳ des provinces du Nahouri et de la Sissili couvertes par le Projet d'intensification de la production et de la commercialisation du soja et du maïs (Projet Soja),
- ↳ des provinces du Kadiogo et du Zonoma couvertes par le Projet post-inondation (Start fund),

↳ des provinces du Seno et du Yagha couvertes par l'Initiative Paix et Diversité au Sahel (IPAD).

On notera par ailleurs, que le Programme de Plaidoyer sur la réduction des risques de catastrophes reste une action nationale avec des implications politiques d'ordre national, même si le Réseau MARP-Burkina a conduit les actions communautaires d'information et de sensibilisation dans la province du Zondoma.

La carte ci-dessous présente la zone d'intervention du Réseau MARP-Burkina en 2015.



« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



IV. BILAN DES ACTIVITES DES PROJETS

3.1 PROGRAMME DRYDEV

LE PROCESSUS DE MISE EN ROUTE

Le Programme de développement des terres arides (DRYDEV) anciennement dénommé programme d'amélioration de la sécurité alimentaire et hydrique pour le développement économique rural dans le sahel et la corne de l'Afrique un programme quinquennal qui a été lancé en août 2013. C'est un programme conçu pour apporter un appui utile et contextuellement approprié aux petits producteurs agricoles des zones arides sélectionnées au Burkina Faso, au Mali, au Niger, en Ethiopie et au Kenya. Il cherche à contribuer de manière considérable à la réalisation d'une vision selon laquelle les ménages résidant dans ces zones auront fait le passage de l'agriculture de subsistance et de l'aide d'urgence à un développement rural durable.

Le Programme DRYDEV est coordonné par le centre international d'agroforesterie (ICRAF) et financé à hauteur de 50 millions de dollars par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGIS) du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

Au Burkina Faso, le Projet est coordonné par le Réseau MARP-Burkina en collaboration avec SNV et Tree Aid.

Après la phase d'inception, conduite jusqu'en d'année 2014, le début d'année 2015 a été consacrée à l'écriture du projet. Après plusieurs rencontres et concertations avec les parties prenantes, un plan de mise en oeuvre assorti des grands axes activités a été élaborée au cours du premier semestre de l'année sur la base des résultats des études de caractérisation conduites au cours de la phase d'inception. Le proposal soumis et validé par le partenaire technique et financier en juin 2015 avec de nouvelles orientations:

- **L'approche bassin versant:** le principe de l'intervention sur l'approche bassin versant a été réaffirmé et la planification des actions a été faite suivant cette approche au lieu de l'approche commune adoptée à la phase d'inception. En effet, cette phase d'inception a permis avec la conduite des études de caractérisation de disposer d'informations sur les sous-bassins versants des provinces d'intervention du programme pour la planification des activités.
- **L'approche multi-acteurs** dans la gestion des différents paquets d'activités (Work package). Si la coordination du programme est assurée par le Réseau MARP-Burkina, la mise en oeuvre des actions opérationnelles est gérée suivant une approche multi-acteurs. Ainsi, les différents Work Package (WP) sont gérées par les trois (03) partenaires stratégiques du programme, en fonction du domaine d'expertise de chacun. La répartition de la responsabilité des acteurs dans la mise en oeuvre des différents WP est présentée dans le tableau suivant:

WP	Désignation du WP	Responsable de mise en œuvre
WP 1	La gestion des ressources naturelles (GRN) au niveau des sous-bassins versants	Tree Aid
WP 2	La gestion des eaux et des sols dans les exploitations	Réseau MARP-Burkina
WP 3	La production de denrées agricoles, l'amélioration de l'accès au marché	Réseau MARP-Burkina
WP 4	L'amélioration de l'accès au marché	SNV
WP 5	Le Renforcement de la Gouvernance locale et institutionnelle	SNV
WP 6	La Liaison avec des Services Financiers	SNV
WP 7	La planification, S&E, mise à l'Echelle et de l'apprentissage	ICRAF
WP 8	L'analyse et influence des politiques	Tree Aid

- **Le choix des partenaires terrain:** au cours de la phase d'inception qui a vu la mise en oeuvre des activités à effet immédiat, des partenaires terrain avaient été identifiés par province pour la mise en oeuvre de ces quicks wins. Pour la suite du programme, chaque partenaire stratégique de mise en oeuvre du programme a le loisir de choisir ses partenaires terrain. C'est ainsi que le Réseau MARP a renouvelé sa confiance aux anciens partenaires dans les différentes zones d'intervention. Les partenaires SNV et Tree Aid sont en réflexion pour le choix de leurs partenaires terrain avec la forte probabilité de retenir les mêmes que ceux désignés par le Réseau MARP.
- **La zone d'intervention du programme,** selon les bassins versants identifiés fait état de 7 communes à couvrir dans les six (06) provinces. Pour les besoins de suivi-évaluation des communes de comparaison ont également été identifiées. La situation des partenaires par province ainsi que les communes d'intervention et de comparaison est présenté dans le tableau suivant:



« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

Province	Commune d'intervention	Commune de comparaison	Partenaire terrain
Bam	Kongoussi, Tikaré	Rouko	Association Zood-Nooma pour le Développement (AZND),
Passoré	Arbolé	Kirsi	Association Solidarité et Entraide Mutuelle au Sahel (SEMUS)
Sanguié	Kyon	Didyr	Union des Groupements féminins Ce Dwane Nyee (UGF/CDN)
Sourou	Kiembara	Lankoué	Association Wu Pakuwe
Yatenga	Zogoré	Tangaye	OCADES Ouahigouya
Zoncoma	Bassi	Tougo	Groupe Teed-Béoga (GTB)

- **Le renforcement de l'équipe du Réseau MARP-Burkina:** l'équipe technique de mise en oeuvre du Programme au cours de la phase d'inception était composée du Responsable Pays, du Coordonnateur du Réseau MARP, du DAF, de la Comptable, du Directeur Technique, de la Responsable Suivi-Evaluation, du Chargé de Communication, du Logisticien et du Chauffeur. Cette équipe a été renforcée avec le recrutement d'un Coordonnateur Pays (qui prend la place du Responsable Pays), d'un Chargé de projet pour les WP2&3 et d'un chauffeur supplémentaire.

✎ **LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2015**

L'année 2015 a été surtout consacré à la conception du projet; ce qui a laissé peu de temps pour l'exécution des actions sur le terrain.

On peut retenir pour les WP2, la mise en place de six (06) sites de production maraîchère en cours d'aménagement dans les provinces du Bam, du Yatenga, du Sanguié et du Sourou. Au total 6 ha ont été retenus pour l'aménagement.

De façon chronologique, les activités suivantes ont été conduites au compte du WP7:

- L'élaboration et la soumission du PIP 2015-2018 et le DIP 2015 à ICRAF et DGIS durant la période de mai et avril ;
- La tenue de l'atelier de planification avec les partenaires du programme par ICRAF (Bamako et Nairobi) ;
- L'effectivité des rencontres d'élaboration de la stratégie d'intervention du processus CAP avec les partenaires du Burkina ;
- La réalisation de la mission de reconnaissance des sites identifiés par l'étude avec Mme Coulibaly de l'ICRAF ;
- L'élaboration et la soumission du DIP provisoire à ICRAF ;
- La tenue de l'atelier de concertation avec les partenaires de mise en oeuvre et les partenaires terrain sur la réalisation du processus visionning ;
- L'effectivité de la formation des acteurs du programme sur les outils participatifs de collecte de données du CAP ;

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



- L'application et la réalisation du processus CAP dans 5 villages du Bam par les partenaires de mise en œuvre et partenaires terrain (AZND, SEMUS, GTB, UGF/CDN, Wupakwé et OCADES), les services techniques et la mairie de Kongoussi ;
- La réalisation de l'enquête de l'Etude de base dont le rapport est attendu ;
- L'élaboration du plan de suivi-évaluation du programme au Burkina qui est en cours.

On peut noter aussi, la formation des techniciens du Sahel sur la stratégie de communication du programme AKVO-RSR en décembre 2015.

3.2 PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DU SOJA ET DU MAÏS

✎ LE CONTEXTE DU PROJET

Le Réseau MARP BURKINA a bénéficié de la part de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), d'un financement pour la mise en œuvre d'un projet dénommé « Projet d'intensification de la production et de la commercialisation du Soja et du Maïs dans les provinces du Nahouri et de la Sissili au Burkina Faso ». lancé en juin 2014, le Projet accompagne aussi bien la production agricole que la commercialisation pour les spéculations que sont le soja et maïs. Il est mis en œuvre dans les provinces du Nahouri et de la Sissili respectivement dans les Régions du Centre Sud et du Centre Ouest pour une durée de trois ans. Son objectif global est d'augmenter la productivité et la commercialisation de maïs et du soja à travers le renforcement des capacités des producteurs et des autres acteurs de la chaîne de valeur.

Il est structuré en trois (03) composantes :

- l'augmentation de la productivité du soja et du maïs dans les provinces de la Sissili et du Nahouri
- L'augmentation de la mise en marché du soja et du maïs produits localement par les petits producteurs ;
- l'amélioration de l'accès au financement pour les organisations d'agriculteurs et des opérateurs privés de la chaîne de valeur.

Les bénéficiaires directs du projet sont 15000 petits agriculteurs qui amélioreront leurs techniques de production, en réduisant les coûts de production et les pertes post-récolte et en facilitant l'accès de leurs produits à un marché rentable.

☞ **LA RÉVISION DE LA STRATÉGIE DE MISE EN OEUVRE**

Après moins d'une année de mise en oeuvre et après avoir traversé une campagne agricole, et sur la base des leçons tirées des insuffisances constatées sur le terrain, l'option de la révision de la stratégie de mise en oeuvre du projet s'est imposée. C'est ainsi qu'à l'issue de l'atelier de lancement du projet intervenu du 23 au 24 mars 2015, il a été recommandé l'augmentation du nombre de partenaires terrain avec une plus grande implication du service technique de l'Agriculture. C'est ainsi de nouvelles organisations partenaires ont été associées à la mise en oeuvre du projet faisant passer le nombre de partenaires terrain de 2 à 7. Cette option avait surtout pour but d'assurer une meilleure couverture de la zone du projet et s'assurer l'atteinte de la cible (bénéficiaires) dont le nombre s'élève à 15000.

Ainsi la situation des organisations impliquées dans la mise en oeuvre du projet au cours de l'année 2015 est la suivante :

Province	Organisations	Zone de couverture
Nahouri	LAVODEC	Communes de Guiaro, Tiébélé et Pô
	Groupement Gonati	Commune de Pô et Tiébélé
	Fédération Lougouzena	Communes de Guiaro, Tiébélé et Pô
	Union Wend-Panga	Communes de Ziou et Zécco
Sissili	Fédération Nyan Zwé (FNZ)	Commune de Léo, de To, de Silly, de Niabouri, de Bourra de Biéha
	LAPSERN	Commune de Léo, de To, de Silly, de Niabouri, de Bourra de Biéha et de Nébiélianayou
	Agro Tech Dev	Commune d Léo, de Bourra, de Biéha et de To

N.B: La FNZ et LAVODEC assurent la coordination des activités respectivement dans les provinces de la Sissili et du Nahouri.

☞ **LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2015**

✓ **Planification participative des activités**

En prélude à la préparation de la campagne agricole 2015, tous les acteurs du projet se sont retrouvés à Léo le 29 Avril 2015 et à Pô le 22 Mai 2015 pour planifier les actions de la campagne 2015.

Après la présentation du bilan par chaque partenaire, les principales activités de l'année à venir ont été déroulées et de manière conjointe les périodes d'exécution et les responsabilités ont été définies. Toutes les propositions ont été prises pour permettre de finaliser le plan d'actions de la deuxième année du projet.

En fin de campagne, des ateliers de bilan planification ont été également organisés respectivement à Léo le 26 novembre 2015 et au Nahouri 01 décembre 2015. ces rencontres ont également permis de procéder avec les organisations terrain à la planification des activités pour quatrième semestre du projet (Novembre 2015 à Avril 2016).

✓ **Atelier de lancement du projet**

Après plusieurs reports, c'est finalement le 24 mars 2015 à Ouagadougou que s'est déroulé le lancement officiel du Projet. Il a été placé sous le haut parrainage du ministère de l'Agriculture des Ressources l'Hydrauliques de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire et a été rehaussé par la participation d'une forte délégation de trois personnes venues aux nom de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique AGRA.

Le lancement proprement dit a été précédé d'un atelier de réflexion et de recadrage avec l'ensemble des acteurs sur la stratégie de mise en œuvre du Projet. Cette réflexion visait à harmoniser les points de vue et de s'assurer du partage des informations à l'endroit de tous.

Plus de trente participants allant des représentants des producteurs, des partenaires terrain, de la faitière des organisations des producteurs semenciers des services techniques de l'agriculture, des institutions de micro finances en passant par les radios locales ont marqué non seulement de leur présence physique mais aussi et surtout de leurs contributions aux échanges qui, il faut le reconnaître étaient enrichissantes.

✓ **La mise en place du comité de pilotage**

A la suite du lancement du projet, le comité de pilotage a été mis en place le 24 mars 2015. Il est constitué de (13) treize membres et de (07) sept observateurs révélant des (09) neuf structures partenaires. Le règlement intérieur qui régit son fonctionnement a été amendé et adopté à l'unanimité des participants. Le partenaire technique et financier qui est AGRA était représenté par Dr ZIDA en tant que membre observateur.

✓ **Conduite de l'étude de base (situation de référence)**

L'étude sur la situation de référence du projet, entamé en fin 2014, a été achevée au cours premier trimestre de l'année. La restitution de l'étude a été faite à l'équipe du projet et aux partenaires terrain. Le consultant a pris en compte les amendements et observations faits lors de la restitution; ce qui a permis d'élaborer la version définitive du rapport de l'étude. A la lumière des résultats de l'étude, les indicateurs de résultats et d'effets du projet ont été revus à l'issue d'une rencontre d'harmonisation.

✓ **Renforcement des capacités de 2 organisations d'agriculteurs dans les deux provinces**

Pour la 2ème année, de nouvelles organisations partenaires ont été associées à la mise en œuvre du projet. Cette option avait surtout pour but d'assurer une meilleure couverture de la zone du projet et s'assurer l'atteinte de la cible (bénéficiaires) dont le nombre s'élève à 15000.

Ainsi la situation des organisations dont les capacités seront renforcées au cours de cette année sont :

Province	Organisations	Zone de couverture
Nahouri	LAVODEC	Communes de Guiaro, Tiébélé et Pô
	Groupement Gonati	Commune de Pô et Tiébélé
	Fédération Lougouzena	Communes de Guiaro, Tiébélé et Pô
	Union Wend-Panga	Communes de Ziou et Zécco
Sissili	FNZ	Commune de Léo, de To, de Silly, de Niabouri, de Bourra de Biéha
	APSERN	Commune de Léo, de To, de Silly, de Niabouri, de Bourra de Biéha et de Nébiélianayou
	Agro Tech Dev	Commune d Léo, de Bourra, de Biéha et de To

La FNZ et LAVODEC assurent la coordination des activités respectivement dans les provinces de la Sissili et du Nahouri.

✓ **Renouvellement des protocoles avec le service de l'Agriculture**

Outre les organisations de producteurs, il est élaboré et signé des protocoles de collaboration entre le Réseau MARP Burkina et les deux directions régionales de l'Agriculture concernées par le projet : celle du Centre-sud et celle du Centre-Ouest. Ces protocoles impliquent la direction et ses démembrements jusqu'au niveau communal.

Au cours de l'année 2016, il a été défini également un protocole de collaboration avec l'INERA, assorti d'un budget programme qui prend en compte (1) la formation sur les itinéraires techniques, (2) la formation sur les pertes post-récoltes, (3) les analyses de sols pour les suivi des indicateurs de fertilité et (4) la conception de prospectus pour les pertes post récoltes.

✓ **Mettre en place 36 des champs écoles**

Les activités de mise en place des champs écoles ont démarré en juin 2015 avec l'identification des porteurs de champs écoles dans les communes. Ensuite, les agents de la Direction Provinciale de l'Agriculture des deux provinces ont procédé à la validation des différents sites proposés.

La phase suivante a consisté à l'implantation physique des champs à travers le piquetage, les labours et les semis et ce, jusqu'en mi-août 2015 car certaines zones ont connu des poches de sécheresse.

Le suivi technique s'est poursuivi par un encadrement des producteurs par les agents du service de l'Agriculture et les animateurs des partenaires terrain. Ils ont appuyé les producteurs dans la mobilisation pour les travaux collectifs dans les champs et aussi par des accompagnements dans la mise en application de la microdose.

Les champs écoles mis en place ont concerné le maïs et le soja. Les variétés cultivées ont été respectivement du Barka pour le maïs et le soja G195. Les superficies emblavées par champ école sont respectivement de 1 ha pour la Sissili et $\frac{1}{4}$ ha pour le Nahouri. Il n'a pas été possible d'harmoniser les superficies dans les deux provinces en raison de la faible disponibilité en terres adaptées.

Le champ école est alors segmenté en quatre parcelles de $\frac{1}{4}$ ha à la Sissili et $\frac{1}{16}$ ha au Nahouri pour y produire :

- du maïs avec apport d'engrais en dose vulgarisée
- du soja avec apport d'engrais en dose vulgarisée
- du maïs avec apport d'engrais par microdosage
- du soja avec apport d'engrais par microdosage

Pour cette campagne, la répartition des champs écoles a été faite par organisation partenaire afin de mieux responsabiliser chaque acteur dans l'encadrement des producteurs:

Province	Partenaire terrain	Nombre d'animateurs	Nombre de champs écoles
SISSILI	Agro Tech Dev	2	0
	APSERN	5	12
	FNZ	7	9
	Total	14	21
NAHOURI	LAVODEC	5	6
	Gonati	2	3
	Fédération Lougouzena	2	3
	Union Wend-Panga	1	3
	Total	10	15
TOTAL ZONE D'INTERVENTION		24	36

Source: Données de terrain

Pour la mise en place des champs écoles, des intrants ont été mis à la disposition des organisations partenaires suivant la dotation ci-après :

Zone d'intervention du Projet	Partenaires terrain	Semence Maïs/kg	Semence soja/kg	NPK/kg	URÉE/kg
Sissili	APSERN	51,48	77,4	600	225,4
	FNZ	32,52	57,6	450	174,6
	Total Sissili	84	135	1050	400
Nahouri	LAVODEC	14	21	271,9	101,6
	Gonati	3	4	81,6	30,5
	Union Wend-Panga	9	13	163,1	60,9
	Fédération Lougouzena	4	6	54,4	20,3
	Total Nahouri	30	44	571	213,3
Total Général		114	179	1621	613,3

Source: Données de terrain 2015

Le suivi de la mise en place des champs écoles a révélé beaucoup de cas de succès.



Parcelle de maïs du champ école de Taga (Léo) en pleine levée après application de NPK où les écartements et les lignes sont rigoureusement respectés



Parcelle de maïs à Yoro (12/08/2015)

Malheureusement, on note deux cas d'échec en raison de retard de semi dû à une installation tardive de la saison et à une attaque de chenilles.

✓ **Formations des agriculteurs sur les techniques de culture du soja et du maïs et sur l'utilisation du microdosage**

○ **Formation de formateurs**

L'objectif de ces formations était essentiellement l'harmonisation des points de vue et des approches en matière d'itinéraires techniques et de microdosage de l'engrais avec les organisations partenaires et les agents des DPARHASA afin d'avoir un langage commun auprès des producteurs. En effet, de par la diversité des profils et connaissances des acteurs d'une part et des approches qui évoluent d'autre part, cette harmonisation s'imposait.

En outre les formations ont permis de :

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

- renforcer les capacités théoriques et pratiques des animateurs des organisations partenaires sur les itinéraires techniques de production du maïs et du soja et sur la technique de microdosage.
- partager les potentiels agronomiques qui peuvent être atteints à travers la bonne mise en œuvre de ces techniques.
- rendre les animateurs opérationnels auprès des producteurs pour l'application et la démultiplication de ces itinéraires techniques dans les exploitations.

Deux sessions de formation ont été organisées, soit une session par province. La première session a été conduite dans le Nahouri du 20 au 22 juillet 2015 et la deuxième à la Sissili du 23 au 25 juillet 2015. Les deux sessions ont été conduites par un consultant et deux experts de chaque direction régionale de l'Agriculture. La formation a allié aussi bien la théorie que la pratique. Les participants ciblés étaient les agents du service de l'Agriculture intervenant dans les communes et les animateurs des organisations partenaires. Ils étaient au nombre de 21 participants pour le Nahouri et 32 participants pour la Sissili.

Photos de la formation théorique et pratique sur la microdose et les itinéraires techniques de production de soja et maïs à Po et Léo



Formation sur les itinéraires techniques et microdose à Po



Application pratique de la microdose à Pô

○ *Formation des producteurs*

A l'issue de la formation des formateurs sur les itinéraires techniques et la microdose, les agents formés ont, au cours de la campagne agricole, conduit à leur tour des formations des agriculteurs sur la microdose. Ces formations ont touché 5477 producteurs dont 2416 femmes

Quant au suivi accompagnement pour la maîtrise des itinéraires techniques de production du soja et du maïs, un total de 10.992 producteurs dont 4264 Femmes ont été touchés.

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



Le tableau ci-après donne la situation des producteurs formés sur l'application de la technique de Microdose

Structure	Participants			Observations
	Hommes	Femmes	Total	
AGRO TECH DEV	336	264	600	4 communes
APSERN	607	348	955	7 communes
FNZ	498	213	711	6 communes
Total Sissili	1 441	825	2 266	7 communes
LAVODEC	1252	931	2183	3 communes
Gonati	0	0	0	2 communes
Union Wend-Panga	352	226	578	2 communes
Lougouzena	16	434	450	3 communes
Total Nahouri	1 620	1 591	3 211	5 communes
Total ZIP[1]	3 061	2 416	5 477	12 communes

Le tableau ci-après donne la situation des producteurs formés sur la technique de production du maïs et du soja

Structure	Participants			Observations
	Hommes	Femmes	Total	
AGRO TECH DEV	501	320	821	4 communes
APSERN	2255	1345	3600	7 communes
FNZ	2352	1008	3360	6 communes

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



Total Sissili	5108	2673	7781	7 communes
LAVODEC	1252	931	2183	3 communes
Gonati	0	0	0	2 communes
Union Wend-Panga	352	226	578	2 communes
Lougouzena	16	434	450	3 communes
Total Nahouri	1 620	1 591	3 211	5 communes
Total ZIP[1]	6 728	4 264	10 992	12 communes

Les formations se sont déroulées au niveau des champs écoles. En plus des thèmes sur les itinéraires techniques et la microdose, plusieurs autres thèmes sont abordés : pertes post-récolte, conservation, commercialisation...

Quelques images des formations des producteurs



Mesure de la dose de NPK à appliquer (120kg/ha NPK et 94kg/ha pour Urée)



Observation dose de NPK à appliquer au pied d'un plant (13/08/2015)



Vue distance entre plant de maïs et mesure engrais



Démonstration lors d'une visite de parcelle à Sintio (13/08/2015)

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

A l'unanimité, les producteurs ont apprécié positivement la technique de microdosage car elle réduit les quantités d'engrais et du coup permet de faire des économies sur les coûts de production.

✓ **Organisation de visites commentées sur le terrain avec les agriculteurs**

Les visites commentées ont concerné 11 communes sur 12 de la zone d'intervention du projet. Dans la commune de Tiébélé (province du Nahouri), les trois champs écoles n'ont pas réussi. En effet, deux champs ont été inondés et le troisième qui a connu un retard de semis et souffert d'une poche de sécheresse pendant la levée ne présentaient guère une bonne physionomie. Ceci n'a pas permis de faire les visites commentées dans cette commune.

Les visites dans les 11 communes se sont déroulées du 06 au 17 octobre 2015. La programmation a été faite de concert avec tous les partenaires. Elles ont connu la participation des producteurs des villages environnant, des autorités locales, des techniciens des DPARHASA, des facilitateurs des organisations partenaires, des radios locales, des représentants d'autres structures paysannes et la présence de l'équipe technique du Réseau MARP Burkina.

Ces visites commentées ont été des cadres d'échanges sur :

- l'appréciation de l'évolution des cultures sur les parcelles des champs écoles,
- la comparaison des différentes parcelles,
- la technologie de microdosage de l'engrais
- la cherté de l'engrais et de son indisponibilité
- l'échange entre producteurs et agents des services techniques sur la conduite des activités,
- les conditions de mise en place des parcelles, le suivi.

Pour l'ensemble des 12 communes abritant les 36 champs écoles, 11 visites commentées ont été organisées et ont connues la participation de 1295 producteurs dont 774 hommes et 521 femmes.

La moyenne de cette participation est de 137 personnes par visite pour la Sissili et de 83 pour le Nahouri soit une moyenne de participation générale de 117 pour la zone d'intervention. Le nombre de participants oscillent entre 74 et 213 personnes.

Les images des visites commentées



Vue des participants à la visite commentée à Nébiel (07/10/2015)



Vue de participantes lors des échanges à la visite commentée de Nébiel (07/10/2015)

On retient de ces visites commentées :

- La forte mobilisation des producteurs et l'intérêt accordé à ces visites commentées qu'ils ont souhaité renouveler plusieurs fois par an et dans plusieurs sites
 - Les échanges nourris entre les porteurs des champs écoles et les autres producteurs
 - La grande contribution des services techniques et des partenaires terrains
 - L'implication de certains responsables villageois
 - La rediffusion des étapes des visites commentées par la Radio Évangile Développement
- ✓ **La formation sur les pertes post-récolte**

Deux sessions de formation de formateurs ont été organisées dans les deux provinces. Cette formation rentre dans le cadre du protocole avec l'INERA. Deux experts de cette institution ont assuré les deux sessions du 22 au 23 octobre 2015. Elle a allié aussi bien la théorie que la pratique. Les participants ciblés étaient les agents du service de l'Agriculture intervenant dans les communes et les animateurs des organisations partenaires. Ils étaient au nombre de 22 participants pour le Nahouri et 29 participants pour la Sissili

- ✓ **Organiser 12 émissions radio pour sensibiliser les producteurs sur les itinéraires techniques**

Cinq émissions radios ont été enregistrées et diffusées par la radio Goulou de Pô et la Radio Évangile Développement de Léo. Les thèmes abordés sont : les itinéraires techniques de production du soja et du maïs et le microdosage

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

Les agents des Directions provinciales de l'Agriculture ont facilité l'animation des émissions.

✎ LEÇONS APPRISES

On retient, de l'exécution du Projet Soja en 2015, les leçons suivantes:

- ✓ La bonne collaboration avec les services techniques à travers les protocoles de collaboration s'est aussi ressentie au niveau de l'INERA malgré le retard de signature.
- ✓ La réorganisation du travail de terrain en impliquant le maximum de partenaires tout en tenant compte de la spécificité de chacun est gage de succès pour peu qu'une coordination soit assurée entre les acteurs
- ✓ Les visites commentées ont révélé la soif des producteurs à apprendre au point que certains producteurs ont mis leurs propres champs écoles en place et ont demandé le suivi des agents de l'agriculture pour les accompagner. Il est ressorti à plusieurs occasions la demande des producteurs de rapprocher davantage les champs écoles des producteurs en augmentant le nombre par commune à défaut d'aller à l'échelle village afin de réduire considérablement les distances et faciliter leur engagement.

25365083 5093 78 01 65 38

3.3 PROGRAMME DE DE PLAIDOYER POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

✎ LE CONTEXTE DU PROGRAMME

Depuis 2010, les partenaires de Christian Aid que sont l'ODE, ATAD et le Réseau MARP-Burkina exécutent un programme de prévention de gestion des risques de catastrophes au Burkina Faso. En 2012, le programme est entré dans une phase de plaidoyer et réunit aujourd'hui une vingtaine d'acteurs de la société civile autour de la thématique : « Plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre effective de la loi d'orientation relative à la prévention et la gestion des risques de catastrophes ». Réunis autour d'un réseau dénommé « Réseau National de Plaidoyer pour la Réduction des Risques de Catastrophe », les acteurs visent à travers leur plaidoyer à amener les décideurs politiques d'une part à inscrire la réduction des risques de catastrophes (RRC) dans les politiques de développement comme une priorité nationale et locale et d'autre part à veiller à la mise en œuvre effective de cette loi. Ce programme bénéficié d'un appui technique et financier de Christian Aid Sahel.

L'année 2015 connaît la mise en oeuvre de la troisième phase du programme, qui porte essentiellement sur un plaidoyer pour une mise en oeuvre effective de la loi.

☞ **RAPPEL DES ACTIVITÉS DE LA PHASE 2**

Depuis le 22/04/2014, le Burkina Faso dispose d'une « loi d'orientation relative à la prévention et à la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes » dont le Réseau National de plaidoyer a influencé l'adoption à travers une série d'activités de plaidoyer et de lobbying. La loi est entrée en vigueur depuis le 22 juin 2014, date de sa promulgation par le Président du Faso. Aussi, les acteurs du réseau national de plaidoyer ont travaillé au cours de la deuxième phase à faire connaître la loi à travers des actions de sensibilisation, la diffusion de la loi par sa simplification en français facile, sa traduction en trois langues locales (mooré, dioula, fulfudé) et sa duplication en 2000 exemplaires.

☞ **LES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2015**

✓ **Organisation des rencontres trimestrielles d'échange et de partage de compétences entre partenaires conduisant le plaidoyer**

En vue d'une planification concertée des activités du programme par l'ensemble des membres, des rencontres trimestrielles ont été régulièrement organisées. Ces échanges constituent des cadres d'échanges et de partage en membres en matière de plaidoyer sur la réduction des risques de catastrophes.

✓ **La tenue d'audiences avec les décideurs politiques**

Le travail plaidoyer implique avant tout une influence des politiques à travers un dialogue politique permanent avec alliés, les cibles. C'est ce sens qu'au cours de l'année 2015, le réseau de plaidoyer sous la houlette du Réseau MARP-Burkina s'est montré particulièrement dynamique en matière d'entrevues et d'audiences avec les responsables d'institutions nationales et internationales. Ces audiences ont permis au réseau de plaidoyer de se faire connaître et surtout de faire passer son message pour une mobilisation nationale autour de la problématique de la réduction des risques de catastrophes.

Les audiences ont été conduites auprès du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Ressources Animales, du Ministre de l'Environnement, du Secrétariat Permanent du CONASUR, du Vice-Président du Conseil National de la Transition (CNT), du Représentant du PNUD, du Représentant de OCHA, de l'Ambassade du Japon. Toutes les personnes rencontrées ont reconnu la justesse du plaidoyer mené et se sont engagées à appuyer l'initiative.

Quelques images des audiences



✓ L'organisation d'une conférence de presse

Le 09 avril 2015, les membres du réseau ont organisé une conférence de presse à Ouagadougou. Cette conférence de presse avait pour objectif de présenter le réseau à la presse et de faire une déclaration à l'endroit des autorités. Elle a connu une forte mobilisation de dix (10) organes de presse dont une en presse écrite, 3 en presse audiovisuelle 2 en presse en ligne et sur smart phone et 4 radios et la présence des premiers responsables des organisations membres du plaidoyer. Animée par Mathieu Ouédraogo, président du Réseau MARP-Burkina, Alain Bako, représentant de l'ODE (Office de développement des églises évangéliques), Constant Zango, président de l'ATAD (Alliance technique d'assistance au développement) et Henk Nugteren de Christian Aid, cette conférence de presse a été l'occasion pour les acteurs d'interpeller les décideurs politiques et autres acteurs clés, sur la nécessité de leur engagement dans la mise en œuvre effective de la loi sur la RRC. Ce fut également l'occasion pour les acteurs de présenter les résultats tangibles de leurs efforts de plaidoyer. Une déclaration finale a été remise aux hommes de média pour une large publication.

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »





Vue des participants à la conférence de presse

✓ **Actions d'interpellation sur les inondations**

En juillet 2015, le Réseau a interpellé le gouvernement sur la situation des inondations récurrentes au Burkina Faso à travers une déclaration, les risques d'inondations dans le pays au vu des prévisions météorologiques. Par ailleurs, par la voix du président du Réseau MARP-Burkina, un autre message d'interpellation a été lancé sur la chaîne Burkina Info et à BF1 aux autorités pour des mesures préventives pour réduire l'exposition des populations des quartiers précaires de Ouagadougou aux inondations. La suite aura donné raison au Réseau MARP et à ses partenaires car la ville de Ouagadougou ainsi que certaines localités du pays ont été frappées par des inondations en début août (soit moins d'un mois après les multiples interpellations).

✓ **Production et signature d'un pacte sur la RRC avec les candidats aux élections présidentielles**

Le 11 septembre 2015 s'est tenue dans la salle de conférence de l'ODE une rencontre de validation d'un "pacte RRC" entre le réseau national de plaidoyer et les candidats à l'élection présidentielle, sur la réduction des risques de catastrophes. Cet atelier a permis de disposer d'un document servant de support pour mettre la disposition des candidats aux élections. L'objectif visé à travers ce projet de pacte qui a été adopté, est que chacun des candidats intègre dans son programme politique, la réduction des risques de catastrophes naturelles comme une priorité. Après l'élaboration du pacte et à quelques jours du début de la campagne présidentielle, un dîner a été organisé à l'hôtel Golden Tulip Silmandé pour la signature du pacte sur la RRC par les candidats. Cette initiative a été bien appréciée des candidats qui ont félicité le réseau pour ces actions au Burkina Faso et son engagement à accompagner le gouvernement. Sur les 14 candidats, 11 ont signé le pacte soit au cours du dîner soit à l'occasion d'une entrevue individuelle. On retient que le candidat élu le 29 novembre 2015 (Roch Marc Christian Kaboré) a signé le pacte RRC.

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



✓ **Organiser la Journée Internationale de la Prévention des Catastrophes (JIPC) 2015**

Dans le cadre du plaidoyer pour la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) au Burkina Faso, Christian Aid et ses partenaires célèbrent chaque année et ce depuis 2012, la journée internationale de la prévention des catastrophes (JIPC). Prévues pour être célébrées le 13 octobre de chaque année, la journée internationale de prévention des catastrophes (JIPC) a été célébrée en différé le vendredi 4 décembre 2015, au centre de formation et de production agropastorale et artisanale de Louda, commune rurale de Kaya. La journée a été placée sous le patronage de Madame le Ministre de l'Action sociale et de la solidarité nationale et parrainée par madame le Gouverneur de la région du Nord. Elle a connu une forte mobilisation des communautés à la base, des autorités administratives et communales et de fortes délégations venues de pays voisins tels que le Niger le Mali et le Sénégal. Célébrée sous le thème, « la connaissance sauve des vies », l'accent a été mis sur la contribution des savoirs endogènes dans la prévention et la gestion des catastrophes. Le choix de ce thème a constitué une façon d'interpeller les acteurs à prendre en compte les savoirs traditionnels autochtones et locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions de réduction des risques de catastrophes (RRC). Hommage a été rendu à Christian Aid pour ses 70 ans dans la lutte contre la pauvreté au Burkina et dans le monde



✓ **Organisation d'un atelier de partage d'expérience en matière de plaidoyer avec les partenaires de CAID Sahel (Burkina Mali Niger Sénégal)**

En prélude à la commémoration de la journée Internationale de la Prévention des Catastrophes un atelier national de partage d'expériences des partenaires de Christian Aid Sahel, en matière de plaidoyer sur la réduction des risques de catastrophes (RRC), s'est tenu le jeudi 3 décembre 2015 à Kaya. Ayant pour objectif global de « favoriser des échanges et un partage d'expériences en matière de plaidoyer entre les acteurs, afin de dégager des solutions pour une gestion efficace des risques de catastrophes au niveau sous régional », cet atelier a réuni plus d'une cinquantaine de participants venus du

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



Sénégal, du Mali, du Niger et naturellement du Burkina Faso. Il a été à cet effet placé sous le patronage de Madame Le Gouverneur de la région du Centre Nord.



Photos des participants à l'atelier

3.4 PROJET POST-INONDATION (PROJEU START FUND)

✎ LE CONTEXTE DU PROJET

En début août 2015, de grandes pluies et de violents vents ont affecté une grande partie du Burkina. Plusieurs régions ont été affectées avec près 24 354 personnes ont été faits sans abris dans 7 Régions du pays (OCHA).

La ville de Ouagadougou a été particulièrement touchée par la pluie du 02 août, surtout les quartiers précaires de Bissighin et de Rimkièta. Ainsi, près de 500 ménages ont été relogés dans les écoles. Dans la province du Zondoma, 1,200 personnes ont également été touchées par les inondations principalement dans les communes de Gourcy et de Bassi. L'évaluation du sinistre fait état de nombreux dégâts matériels et pertes. De nombreux ménages se sont retrouvés dans une situation de dénuement nécessitant une intervention d'urgence. C'est dans ce contexte que Christian Aid a initié en collaboration avec le Réseau MARP sur financement start fund de DFID un appui aux sinistrés de Ouagadougou, et Gourcy. Le budget total du projet s'élevait à environ 80 millions de francs CFA. Le projet a été lancé officiellement le 28 août 2015 et devrait prendre fin le 04 octobre 2015 (45 jours). Une prolongation de la date de la clôture a été obtenue jusqu'au 12 octobre 2015 à cause du coup d'état survenue en mi-septembre.

✎ LES ACTIVITÉS MENÉES

Les principales activités du projet de réponse d'urgence ont porté sur :

- ✓ La dotation de cash d'un montant de 27000 francs CFA à 800 ménages
- ✓ L'octroi de kits non-vivres à 800 ménages. Le kit était composé de :

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



- ✦ fût de 20 litres
 - ✦ Moustiquaire imprégnée
 - ✦ Couverture
 - ✦ Savon (carton)
 - ✦ Sceaux plastique
 - ✦ Nattes
- ✓ Le traitement phytosanitaire des zones affectées
 - La sensibilisation sur le WASH dans la commune de Gourcy
 - La formation de 22 agents des organisations membres du Réseau national de plaidoyer RRC sur la réponse d'urgence

Les 600 ménages bénéficiaires dont 100 de la ville de Gourcy ont été identifiés sur la base des critères suivants : femmes enceintes, femmes allaitantes, personnes handicapées, enfants vulnérables. L'appui a touché au total 19 200 personnes dont 10160 femmes et 9 040 hommes. Pour la mise en œuvre du projet, la stratégie suivante a été adoptée :

- Sur tous les sites de sinistre, les cibles ont été identifiées en concertation avec les collectivités locales et le service de l'Action Sociale.
- Après la phase d'identification, une validation de la liste a été faite par l'ensemble des parties prenantes.
- Pour la distribution cash, le système de transfert d'argent a été retenu en collaboration avec l'opérateur téléphonique Airtel.
- Les différentes séances de distribution (cash et non vivres) ont été précédées de cérémonies officielles avec la participation des autorités administratives et coutumières.
- Pour la sensibilisation sur le WASH à Bama et à Gourcy, des causeries éducatives et visites à domicile ont été conduites.

Christian Aid qui a assuré le leadership de la conduite du projet a animé des cadres d'échanges sur la mise en œuvre du projet, en collaboration non seulement avec ses partenaires mais aussi avec ses partenaires mais aussi avec OCHA, OXFAM et le SP/CONASUR.

Les mairies des localités affectées et le service déconcentré de l'Action sociale ont été les principaux partenaires terrain du projet. Ils ont joué un rôle important dans l'identification des sinistrés, l'appui à la distribution du cash et des non-vivres et le suivi.



Remise symbolique d'un kit à une sinistrée de Rogo/Gourcy par Madame la Haut-Commissaire du Zonoma marraine de la cérémonie



Une sinistrée du village de Rogo avec son kit



Séance de paiement du cash aux sinistrés de Bissighin



Séance de paiement du cash aux sinistrés de Rogo/ Gourcy

✂ **DIFFICULTÉS ET LEÇONS TIRÉES**

La mise en œuvre des activités a été marquée par les difficultés suivantes :

- Difficultés de ciblage des bénéficiaires à Ouagadougou du fait du nombre élevé de sinistrés
- Organisation difficile de la distribution à Ouagadougou du fait de l'afflux de nombreux sinistrés
- Interruption des activités du projet du fait du coup d'état (arrêt de 2 semaines)
- Difficultés dans le transfert du cash (il s'est plutôt agi de sous-traitance pour le paiement).

Au vu des difficultés rencontrées et des résultats probants obtenus, on peut tirer les leçons suivantes :

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »

- Nécessité d'avoir une liste officielle (sur la base de critères précis) à partir de laquelle l'intervention est faite
- Une bonne coordination & concertation des interventions a permis d'éviter les doublons
- La bonne collaboration avec les collectivités locales et le service de l'Actions Sociale a facilité la mise en œuvre du projet

3.5 INITIATIVE PAIX ET DIVERSITÉ AU SAHEL (IPAD)

✎ *LE CONTEXTE DU PROJET*

La complexité des défis sécuritaires actuels impose une nouvelle approche des conflits et des mécanismes visant à les prévenir, les gérer ainsi qu'à consolider la paix. Les systèmes traditionnels basés sur des instances de régulation et de conciliation au niveau communautaire ne sont plus appropriés car peu inclusifs ou encore réfractaires à une participation inclusive de groupes sociaux comme les femmes et les jeunes, victimes et acteurs à plusieurs niveaux des nouveaux types de conflits auxquels la sous-région est exposée. La participation des femmes est en deçà de 30% dans les institutions nationales, sous-régionales, et communautaires.

L'exclusion des femmes des instances communautaires, communales, nationales et sous-régionales empêche une paix durable et une participation équitable dans la prévention des conflits auxquels elles font face. Les femmes restent reléguées à des seconds rôles et sont rarement invitées aux tables de négociation officielle. Cependant la communauté Internationale reconnaît le rôle des femmes dans les processus de construction de paix, notamment par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette résolution préconise :

- ✓ de faire participer les femmes à l'établissement de la paix ;
- ✓ de mieux protéger les femmes contre les violations de leurs droits fondamentaux ;
- ✓ de leur donner accès à la justice et aux services de lutte contre la discrimination.

La présente action de CARE et du Réseau MARP financé par l'Union Européenne se propose d'accompagner, renforcer et concrétiser la volonté des acteurs nationaux de progresser vers la mise en œuvre de ces résolutions, et de les approprier réellement dans les mécanismes locaux de gestion des conflits et de consolidation de la paix.

L'objectif du projet est de contribuer à la mise en œuvre au Niger et au Burkina Faso des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, notamment les résolutions 1325 et 1820, et à l'approche globale de l'Union Européenne pour leur mise en œuvre. De façon spécifique, d'ici fin 2017, au moins 200 organisations et réseaux de femmes auront renforcé leur participation dans la consolidation de la paix au Niger et au Burkina Faso et influenceront les comportements et décisions des acteurs publics à cet égard. Le projet IPAD s'inscrit essentiellement dans le développement et la valorisation des capacités des organisations de femmes en vue de conduire des campagnes de plaidoyer dans les deux pays de mise en œuvre.

Ce projet triennal est mis en œuvre au Burkina dans les provinces du Seno et du Yagha dans la Région du Sahel.

Les résultats attendus du projet au Burkina Faso sont :

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



- 40 organisations de femmes et 30 hommes champions développent et mettent en œuvre des compétences nouvelles sur les thématiques de paix, prévention des conflits et gestion non-violente des conflits.
- Capitalisation et partage des expériences et initiatives de paix au niveau communautaire à l'échelle nationale et sous régionale.
- Renforcement des capacités des réseaux de femmes leaders à mieux planifier et à conduire des campagnes de plaidoyer au Niger et au Burkina.

✎ **LES ACTIVITÉS RÉALISÉES**

Prévu démarré en janvier 2015, c'est finalement en juin 2015 que les activités du projet ont véritablement débuté au Burkina avec le recrutement de l'Assistante Technique.

Les activités conduites à ce jour portent essentiellement sur l'information des acteurs provinciaux et communaux sur le projet et la conduite des diagnostics communautaires.

✓ **La mission d'information sur le projet**

Du 03 au 04 août 2015, le Président du Réseau MARP-Burkina et l'Assistante Technique ont effectué une mission de présentation du projet dans les provinces du Seno et du Yagha. Cette mission a permis de présenter le projet aux autorités régionales et provinciales (Gouverneur, Haut Commissaires, Directeurs des services techniques déconcentrés de l'Etat). Cette mission a permis de jeter les jalons d'une base de collaboration future en vue d'une synergie d'action gage d'une garantis de durabilité des actions qui seront entreprises.

✓ **La conduite du diagnostic communautaire**

Pour permettre d'appréhender les causes sous-jacentes des conflits, les instances traditionnelles de gestion des conflits ainsi que la place de la femme dans la gestion des conflits, un diagnostic communautaire a été lancé dans la zone du projet.

Préalablement, une formation sur les outils de diagnostic des enquêteurs composés des agents des services techniques déconcentrés de l'Etat a été organisée à Dori en fin octobre 2015. La formation a été facilitée par le Président du Réseau MARP et le Chargée du Projet (basée à Care au Niger).

Le diagnostic a été conduit dans les communes de Falangoutou, Sampelga et Bondoré. L'étude a été lancée officiellement le mardi 10 novembre 2015 dans le village de Ouro-Diyako dans la commune de Boundoré (Province du Yagha) . en première analyse, il ressort que les principales sources de conflits dans la zone du projet portent sur la gestion foncière, la gestion du troupeau (beaucoup de conflits agriculteurs/éleveurs) la gestion des points d'eau (marres et forages), l'exploitation de la forêt naturelle. La récurrence des conflits liés aux ressources naturelles s'explique par le caractère assez limité de celles-ci, entraînant donc des rivalités dans leur contrôle/gestion.

Des cas de conflits conjugaux d'une certaine ampleur sont également constatés avec la persistance de certaines pratiques ancestrales dont le « rapt de femmes » au sein de l'ethnie Gulmance.

Les mécanismes pour gérer ces conflits au niveau local ne manquent pas, même si, face à la récurrence des conflits, les populations semblent débordées avec un recours de plus en plus fait aux instances communales de régulation.

La place de la femme dans la régulation de ces conflits et la consolidation de la paix reste très limitée, avec une contribution plus tôt informelle et occasionnelle (parce que souvent acteurs directs ou indirects de ces conflits). Le chemin vers une pleine participation des femmes à la gestion des naturelles et des conflits qui y naissent reste encore long et c'est le défi que le projet devrait relever pour les trois (03) années à venir.

L'année 2016 verra le lancement des activités de renforcement des capacités des femmes pour une meilleure implication dans la gestion des conflits.



Séance de diagnostic communautaire dans la commune de Boundoré

3.6 PROJETS FAO

Le Réseau MARP-Burkina est en partenariat avec la FAO pour la mise en oeuvre dans la province du Zondoma de deux projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle portant sur la protection de l'environnement et de la promotion de produits forestiers non ligneux. Ces deux projets sont d'un coût global de 13 millions.

✎ *PROJET OSRO/BKF/203 SWI*

Le projet OSRO/BKF/203 SWI est financé par la Coopération Suisse dénommé « Assistance aux ménages vulnérables, victimes de malnutrition, de chocs climatiques et économiques, à travers la valorisation des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso ». L'accord de partenariat est d'une durée de 10 mois et les activités du projet ont été lancées par le Réseau MARP courant juillet 2015.

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



✓ **Campagne de reboisement**

Pour cette campagne de reboisement, le Réseau MARP a été chargé dans le cadre de ce projet de la réception de 9000 plants, de leur transport et de leur mise en terre. Ces plants ont bénéficié à 822 personnes dont 762 femmes et 60 hommes de 13 villages, avec qui des engagements ont été signés pour un bon entretien des plants.

✓ **Mise en place des jardins nutritifs**

Le projet OSRO fait la promotion de Jardins Nutritifs au profit de groupements de femmes et groupements. Chaque JN à une superficie 1250 m² et comporte des plans de moringa et baobab, dont les feuilles sont régulièrement récoltées pour la consommation des ménages et pour la vente. Depuis le mois d'août 2015, l'équipe du Réseau MARP a assuré le suivi de l'aménagement de 13 jardins nutritifs dont 3 en cours d'installation.

✓ **Formation des gestionnaires des jardins nutritifs**

Du 23 au 25 novembre 2015, 20 gestionnaires de JN (2 personnes par site) bénéficiant de l'appui du projet ont été formés sur les techniques d'entretien des jardins nutritifs. Cette formation assurée par des spécialistes a permis aux gestionnaires d'acquérir les rudiments pour une bonne gestion de leurs JN. Une visite de JN dans le village de Zindiguessé a permis aux participants de s'inspirer d'expérience réussie en matière d'entretien, utilisation des produits des JN.

✓ **Mise en place du réseau des promoteurs des jardins nutritifs**

Au cours du mois de novembre, le Réseau MARP a entrepris l'organisation des promoteurs de JN et qui a abouti à la mise en place d'un réseau de promoteurs de JN. Une rencontre tenue le 26 novembre et qui a regroupé 38 promoteurs a permis la mise en place de ce réseau ainsi que l'élection d'un bureau exécutif de 9 membres (un compte rendu de rencontre présente plus de détails sur ce processus de mise en place du réseau).

✎ **PROJET PSAN GCP/BKF/055/EC**

Le Projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle GCP/BKF/055/EC (PSAN) dénommé Projet "Amélioration des disponibilités et de l'accessibilité alimentaire et monétaire" est financé par l'Union Européenne. L'accord de partenariat est d'une durée de 6 mois et les activités du projet ont été lancées par le Réseau MARP courant juillet 2015.

✓ **Campagne de reboisement**

Au total 18000 plants de cinq (05) espèces (moringa oleifera, jatropha curcas, ziziphus mauritiana, acacia nilotica et adonsonia digitata) ont été réceptionnés avec la FAO pour le reboisement dans les quatre(04) zones de basfond aménagées (YAKA, KOURBO, DANAOUA et KASSEBA SAMO). La ventilation des plants dans les différents sites a aménagés et suivi régulier de la mise en terre a été effectif au cours du mois d'août. Après cette première dotation, une seconde dotation de 300 plants de Ziziphus greffé a été faite le 03 octobre 2015 pour les mêmes sites. En collaboration avec le service

« Une communauté bâtit son mieux être par la participation active de tous ses membres »



technique de l'environnement, la mise en terre des plants s'est effectuée suivant les normes techniques de plantation. Il faut noter que certains plants ont subi des stress au cours du transport, ce qui a engendré quelques pertes. Le reboisement a été effectif sur tous les sites.

Pour assurer un taux important de survie des plants mis en terre, des engagements ont été signés par l'ensemble des bénéficiaires pour assurer une protection permanente des plants.

✓ **Identification des sites et bénéficiaires de jardins nutritifs**

Le protocole d'accord établi entre la FAO et le Réseau MARP BURKINA désignait au titre des attributions de ce dernier, le choix et l'installation de six (06) nouveaux jardins nutritifs. En collaboration avec le service provincial de l'Agriculture qui a validé les choix effectués, les sites suivants ont été retenus :

N°	Communes	Villages	Bénéficiaire
1	BASSI	KERA DOURE	GVF RELWENDE
2	GOURCY	NISSGA	GVF WENDPANGA DE KOMZOURE
3	TOUGO	DANAOUA	GVF TELTAABA
4	BOUSSOU	BANGASSE	GVF RELWENDE
5	LEBA	SANH	GVF SONGTAABA
6	BOUSSOU	BOUSSOU	GVF NONTAABA

✓ **Suivi des jardins nutritifs**

Depuis le mois d'août, l'équipe du Réseau MARP a assuré un suivi permanent des quatre (04) anciens jardins nutritifs et les six (06) nouveaux sites (pour leur installation). Des conseils techniques ont été apportés aux différents groupements en vue d'améliorer leurs pratiques.



Photos de bénéficiaires de jardins nutritifs

V. LES DEFIS POUR 2016

Si le Réseau MARP a excellé en 2015 dans le domaine de la gestion des projets, plusieurs de ses centres d'intérêt encore très mis en oeuvre. Pour ce faire, les principaux défis de la structure en 2016 pour être les suivants:

- ✘ La revitalisation du volet renforcement des capacités/formation. Cela passe par la mise en selle de la Direction chargée de la recherche et de la formation. Une stratégie devrait être profondément réfléchie sur le sujet au niveau des principales instances du Réseau MARP;
- ✘ Le volet capitalisation demeure le talon d'Achille du Réseau MARP. En plus de l'absence d'un dispositif de capitalisation des nombreuses expériences et expertises de la structure, la stratégie pour sa mise en oeuvre est presque inexistante. En effet, la structure capitalise une vingtaine d'années d'expériences dans le domaine du développement rural et du renforcement des capacités sur les approches participatives. Il est donc nécessaire d'engager en 2016, un sérieux programme de capitalisation.

CONCLUSION

Le Réseau MARP a connu au cours de l'année 2015, une augmentation significative de son portefeuille de projets; ce qui a induit un renforcement de sa cellule opérationnelle. Les actions conduites au cours de l'année ont été très diversifiées signe du fort engagement de la structure sur plusieurs fronts du développement. Elles ont porté sur le renforcement de la résilience communautaire, le plaidoyer pour la réduction des risques de catastrophes, la gestion durable des terres, la promotion d'actions innovantes d'adaptation au changement climatique, la gestion pacifique des conflits , etc.

La perspective de l'établissement de nouveaux partenariats en 2016, nourrit l'espoir d'un plus grand rayonnement de la structure au cours de la nouvelle année qui s'annonce. Elle implique cependant, une meilleure organisation et une bonne planification participative des actions pour plus d'efficacité pour l'atteinte des objectifs cardinaux d'amélioration du mieux-être des communautés à la base.

ANNEXE

Tableau 3 : Feuille de route pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'agroforesterie

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
DryDev																		
WP2: : Gestion des Eaux et des Sols dans les Exploitation																		
1.1. Promotion de la collecte de l'eau dans les exploitations																		
A.1.1.1 Planification participative des activités dans 90 villages	90 planifications															RSE*	CP, DT, Coordo MARP et DRYDEV	En lien avec le processus CAP
<i>A.1.1.1a Classification des catégories socio-économiques, identification des bénéficiaires directs</i>																RSE	CP, DT, Coordo MARP et DRYDEV	
<i>A.1.1.1b Planification et identification des paquets techniques à mettre en place</i>																CP	CP, DT, Coordo MARP et DRYDEV	
A.1.1.2 Géolocalisation de 2700 ha de terres agricoles	2700 ha géolocalisé															Coordo MARP	CP, DT, RSE, DAF	
A.1.1.3 Formation sur la collecte intégrée de l'eau, la fertilité des sols et l'agroforesterie	Nombre de femmes et d'hommes formés															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.1.1.4 Formation sur les itinéraires techniques agricoles	Nombre de femmes et d'hommes formés															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.1.1.5 Mise en place de technologies de gestion intégrée de l'eau de 2700 ha	2700 ha de technologies de gestion intégrée de l'eau															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.1.1.6 Mise en place de 90 bassins de collecte d'eau pour l'irrigation agricole	90 bassins de collecte d'eau														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	Prévoir la formation des bénéficiaires sur les BCER
1.2. Promotion de l'agroforesterie à l'exploitation																	
A.1.2.1 Mise en œuvre de 2 700 ha de RNA	2700 ha de RNA														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.1.2.2 Plantation de 18.000 plants d'arbres polyvalentes sur les terres agricoles	18000 plants d'arbres polyvalents														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	Passer commande des plants
A.1.2.3 Mise en place de 18 kilomètres de haie vive sur les terres agricoles	18 kilomètres de haie vives														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	Passer commande des plants
2.3. Promotion de la gestion et la fertilisation des sols (CES/DRS)																	
A.2.3.1 Appuyer 1350 producteurs pour la construction de fosses compostières	1350 fosses compostières														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.2.3.2 Aménager 2700 ha de gestion intégrée de la fertilité des sols	2700 ha de gestion intégrée de la fertilité des sols														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
WP 3 : Production de Denrées Agricoles																	
3.1. Promotion de pratiques agricoles intelligentes face au climat																	
A.3.1.1 Faciliter 06 ateliers participatifs sur les pratiques agricoles intelligentes face au climat	06 ateliers, nombre de participants hommes et femmes														CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A.3.1.2 Formation sur 3 systèmes de production sélectionnés pour 1800 agriculteurs	1800 agriculteurs formés															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.3.1.3 Mettre en place 144 sites de démonstration sur les systèmes de production retenus	144 sites de démonstration															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.3.1.4 Faciliter 36 voyages d'études pour 720 producteurs sur les sites de démonstration	36 voyages pour 720 producteurs															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A.3.1.5 Réaliser 90 émissions radio sur les pratiques agricoles intelligentes face au climat	90 émissions radiofoniques															CC	CP, DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
3.2. Promotion de systèmes de vulgarisation menés par les agriculteurs																		
A. 3.2.1 Appui à l'organisation des producteurs innovateurs	6 réseaux de producteurs innovateurs fonctionnels															CP	DT, Coordo MARP, DAF, RSE	
A. 3.2.2 Promouvoir les producteurs innovateurs	Nombre de producteurs innovateurs appuyés															CP		
A. 3.2.3 Appuyer la mise en place d'un réseau des producteurs innovateurs dans la zone du projet	1 Réseau est mis en place et fonctionnel															CP		
A. 3.2.4 Accompagner la vulgarisation des innovations par le Réseau des innovateurs	Nombre de producteurs bénéficiaires des innovateurs															CP		

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
3.3. Amélioration des systèmes d'approvisionnement en intrants																		
A.3.3.1 Organiser des ateliers d'identification des besoins des producteurs en intrants	6 ateliers organisés															CP	DT, CP, DAF, RSE	
A.3.3.2 Identifier les fournisseurs d'intrants et les producteurs locaux potentiels	1 répertoire de fournisseurs et de producteurs disponible															Coordo MARP	Log, DT, CP, DAF, RSE	
A.3.3.3 Organiser des ateliers d'élaboration des plans d'approvisionnement dans chaque site	6 ateliers organisés															Coordo MARP	DT, CP, DAF, RSE	
A.3.3.4 Organiser des bourses de mise en relation entre les producteurs et les fournisseurs d'intrants	6 bourses organisées															Coordo MARP	Log, DT, CP, DAF, RSE	
WP 7 : Planning, M&E, and Scaling of Learning																		
7.1 Suivi du Programme																		
A. 7.1.1 Renseigner trimestriellement la fiche de suivi-évaluation des activités	4 fiches renseignées															RSE	DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC	
A.7.1.2 Suivi de l'adoption des technologies et pratiques dans les 6 sous-bassins	1 rapport est disponible															RSE	DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC	
A.7.1.3 Suivi trimestriel conjoint de la qualité par ICRAF et l'organisme coordonnateur	4 suivis trimestriels															RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, Coordo ICRAF,	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.7.1.4 Soumission du rapport Annuel	01 rapport														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC	
7.2 S&E Participatif avec les OP et les acteurs au Niveau Local																	
A.7.2.1 Ateliers trimestriels de revue et de planification avec les OP / parties prenantes	04 ateliers trimestriels														RSE	CP, DT, Coordo MARP, Coordo DRYDEV, DAF, Président, CC	
A.7.2.2 Sessions annuelles de suivi des résultats	01 session annuelle														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, ICRAF	
A.7.2.3 Sessions annuelles d'auto-évaluation des organisations paysannes	01 session annuelle														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, ICRAF	
7.3 Mise à l'échelle des résultats éprouvés et apprentissage (dirigé conjointement par ICRAF)																	
A.7.3.1 Cartographie et analyse des acteurs de mise à l'échelle	01 cartographie														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC	
A.7.3.2 Réunions semestrielles des acteurs de mise à l'échelle	02 réunions semestriels														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, Coordo ICRAF	
A.7.3.3 Ateliers annuels de partage des bonnes pratiques	Ateliers														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, ICRAF	
A.7.3.4 Atelier de revue annuelle avec les parties prenantes du projet	01 atelier revue annuelle														RSE	CP, DT, Coordo MARP, DAF, Président, CC, ICRAF	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
8. Coordination Equipe Pays																		
A.8.1 Rencontre d'échanges sur l'opérationnalisation du DID 2016 soumis à ICRAF (projet d'ordre de jour proposé)	1 rencontre tenue															Coordo. Pays		
A.8.2 Production du rapport annuel 2016	1 produit consolidé produit															Coordo. Pays	RSE	
A.8.3 Elaboration du programme /budget opérationnel de l'année 2016 : planification et budgétisation détaillées des activités sur base des programmes /budgets opérationnels des 3 intervenants (R -MARP; SNV, TREE AID)	1 programme/budget opérationnel disponible par partenaire															Coordo. Pays	Coordo. R-MARP, 3 Chefs de projets	
A.8.4 Organiser une rencontre pour la validation du plan opérationnel 2016	1 plan opérationnel consolidé															Coordo. Pays	3 Chefs de projets	
A.8.5 Appui à la finalisation et validation du plan de suivi évaluation du Programme	1 plan de S&E validé															Coordo. Pays	RSE	
A.8.6 Elaborer un manuel de fonctionnement et communication de l'Equipe Pays	1 manuel disponible															CC	Coordo. Pays, Coordo R-MARP	
Projet d'intensification de la production et de la commercialisation du soja et du maïs																		
Résultat 1 : la production du soja et du maïs est accrue																		

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.1.1 Organiser les producteurs en coopératives	2 coopératives mises en place														Chargé de Programme	DT, RSE	
A.1.2 Former les producteurs sur le compostage	24 sessions organisées														Chargé de Programme	DT	
A.1.3 Renforcer les capacités des organisations professionnelles semencières	2 unions appuyés														Chargé de Programme	DT	
A.1.4 Former et suivre les producteurs sur les itinéraires techniques de production de soja et de maïs	1400 producteurs formés et suivis														Chargé de Programme	DT	
A.1.5 Organiser des visites commentées	12 visites commentées organisées														Chargé de Programme	DT, CC	
A.1.6 Organiser des émissions radios sur les bonnes pratiques agricoles	15 émissions organisées														Chargé de communication	CP, DT	
A.1.7: Mettre en place des champs écoles	36 champs écoles mis en place														Chargé de Programme	DT, DAF	
A.1.8 Former les producteurs sur la technique de microdose	20 sessions organisées														Chargé de Programme	Président, DT	
A.1.9: Appuyer les opérateurs privés pour la négociation de contrats avec les institutions financières	12 contrats signés														Chargé de Programme	DT, DAF	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.1.10: Faciliter les négociations entre les opérateurs privés, producteurs et institutions financières	2 ateliers d'intermédiation tenus														Chargé de Programme	DT, DAF	
Résultat 2: la compétitivité des produits est accru par la réduction des coûts de production et des pertes post-récoles																	
A.2.1: Former les producteurs sur les bonnes pratiques de récolte																	
<i>a- Former les producteurs sur les techniques de récolte</i>	30 sessions organisées														Chargé de Programme	DT	
<i>b- Elaborer des fiches techniques sur les bonnes pratiques de récolte</i>	2000 exemplaires produits														Chargé de Programme	DAF, DT	
A.2.2: Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques de conservation et de stockage du soja et maïs	12 sessions tenues														Chargé de Programme	DT	
Résultat 3: l'accès des opérateurs privés et des organisations paysannes au financement est facilité à travers le partenariat avec les institutions financières																	
A.3.1: Former les producteurs sur les techniques de manutention et de contrôle de qualité des produits	12 sessions organisées														Chargé de Programme	DT	
A.3.2 : Former les gestionnaires des magasins en techniques de stockage et de management	2 sessions organisées														Chargé de Programme	DT	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.3.3: former les opérateurs privés sur les techniques de négociation avec les institutions financières	Une session de formation														Chargé de Programme	DAF, DT	
Résultat 4: les capacités de mise en marché des produits par les organisations paysannes et les opérateurs privés sont renforcées à travers l'établissement de bonnes relations d'affaire																	
A.4.1: Organiser des journées promotionnelles du soja et du maïs	4 journées promotionnelles organisées														Chargé de Programme	Coordonnateur, DAF, Président	DT,
Résultat 5: Des partenariats entre les producteurs et les acteurs de la chaîne de valeur sont noués																	
A.5.1: former les opérateurs privés sur les techniques de marketing et d'élaboration des business plans	1 session organisé														Chargé de Programme	DT	
A.5.2: former les opérateurs privés et les organisations paysannes sur la chaîne de valeur	1 session organisé														Chargé de Programme	DT	
A.5.3: appuyer la mise en place d'une plateforme d'échanges et de partage de connaissances	1 plateforme fonctionnelle														Chargé de communication	Coordonnateur, CC, DT	
A.5.4: organiser des visites au niveau national et sous-régional en faveur des opérateurs privés et des leaders paysans	1 sortie au niveau national et 1 sortie sous-régional														Chargé de Programme	DT	
A.5.5 Organiser des rencontres trimestrielles de bilan et planification	4 ateliers trimestriels organisés														Chargé de Programme	DT	
A.5.6 Tenir la rencontre du comité de pilotage	1 atelier tenu														Chargé de Programme	Président, Coordonnateur	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.5.7: Mise en œuvre du système de Suivi- évaluation	Système S&E fonctionnel														Responsable Suivi Evaluation	CP, DT, Coordonnateur	
PROGRAMME DE PLAIDOYER SUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES																	
Résultat 1 : le réseau d'organisations de la société civile pour un plaidoyer sur la RRC est fonctionnel et dynamique																	
A.1.1 : Organiser des rencontres trimestrielles d'échange et de partage de compétences entre partenaires conduisant le plaidoyer	Une rencontre est organisée avec les partenaires														CC	DT, Log RSE, DAF	
A.1.2 Organiser des audiences avec la FAO, DIAKONIA et REGIS-ER	3 audiences organisées														CC	DT, Log, RSE, DAF	
A.1.3 : Organiser des rencontres d'échanges et de constitution d'alliances avec des structures non étatiques (PNUD, DIAKONIA, Tearfund, Terre des Hommes, Ambassades de l'Arabie Saoudite, Maroc, Algérie, SPONG, CILSS, COS3C, etc.) et des structures étatiques (SP/CONEDD, Plateforme nationale d'adaptation au changement climatique, PNA, etc.)	5 audiences sont organisées avec les alliés														CC	DT, Log, RSE, DAF	
A.1.4 : Recycler les membres du Réseau sur l'élaboration de la stratégie et les outils de suivi et de contrôle de la loi d'orientation en matière de RRC	un atelier de recyclage est organisé														CC	DT, Log, RSE, DAF	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Résultat 2 : les communautés à la base se sont mieux appropriées la loi																	
A.2.1 : Dupliquer et diffuser la loi en français facile et en langues nationales	1000 livrets sont imprimés diffusé														cc	DT, Log , DAF	
A.2.2 : Former les comités locaux de plaidoyer sur la loi d'orientation en matière de RRC dans les zones d'intervention du Réseau MARP, ODE, ATAD	4 sessions de formation sont organisées														CC	DT, Log RSE, DAF, superviseur	
A.2.3 : Organiser des séances d'information sur la loi dans les villages d'intervention	90 séances de sensibilisation sont organisées														CC	DT, Log, RSE, DAF, superviseur	
Résultat 3 : les acteurs au niveau national sont mobilisés pour la mise en œuvre de la loi																	
A.3.1 : Organiser un atelier national sur la RRC	1 atelier national est organisé														CC	DT, Log, RSE, DAF,	
A.3.2 : Mise en place d'un cadre d'échanges et de travail avec le groupe parlementaire sur les questions de changement climatique	Un cadre d'échange existe entre le réseau plaidoyer et les parlementaires														CC	DT, SE, Coordo, Président	
A.3.3 : Produire des supports de communication et de diffusion des messages (brochures, spots publicitaires, gadgets, dépliant, plaquettes, etc.)	100 brochures, 500 Tee-shirts et des gadgets sont produits														CC	DT, Log , DAF,	
A.3.4 Elaboration de rapports d'activités	1 rapport chaque trimestre														CC	DT, Log , DAF,	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
Initiative Paix et Diversité au Sahel (IPAD)																		
A.1 Elaboration du rapport global du diagnostic communautaire	1 rapport global produit															AT/IPAD	CP-IPAD -DT	
A.2 Identification/rencontre des associations/réseaux de femmes leaders.	Au moins 5 associations/réseaux identifiés et contactés															AT/PAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.3 Identification des formateurs locaux sur la base de critères préalablement définis par les communautés elles-mêmes.	Nombre de formateurs locaux identifiés															AT/IPAD	Coordo, DT, CP-IPAD	
A.4 Formation de formateurs locaux sur les thématiques paix, prévention des conflits, gestion non violente des conflits.	Nombre de formateurs locaux formés															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.5 Organisation de sessions de communication pour un changement de comportement sur la paix, la prévention et la gestion des conflits par les formateurs locaux	Nombre de sessions de CCC tenues															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.6 Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des réseaux et fédérations de femmes sur les mécanismes et textes internationaux visant à renforcer la participation des femmes dans les processus de gestion des conflits et de consolidation de la paix.	Nombre de réseaux et fédérations formés														AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.7 Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des réseaux et fédérations des femmes sur les résolutions 1325 et postérieures du CSNU.	Au moins 5 réseaux et fédérations des femmes formés														AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.8 Renforcement des capacités des réseaux des femmes à mieux planifier et à conduire des campagnes de plaidoyer.	Au moins 5 réseaux accompagnés														AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.9 Organisation de campagnes nationales d'information et sensibilisation sur la participation des femmes à la promotion de la paix (débat, tables rondes, etc.)															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.9.1 Elaboration de plan de communication et plaidoyer des femmes leaders	1 plan de communication élaboré														AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
A.9.2 Mise en œuvre du plan de communication	1 plan de communication mis en œuvre														AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
6.3 Formation en genre et mise en place des plate-formes au profit du Réseau MARP	Nombre de participants à la formation															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
6.4 Animation de plateformes de dialogue et d'échanges entre les groupements communautaires et les femmes leaders au niveau national sous-régional	Des plateformes fonctionnelles															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
6.5 Echanges inter-pays sur les expériences réussies de participation des femmes leaders à la dynamique de paix	Au moins une visite d'échanges effectuée															AT/IPAD	Coordo, DT CP-IPAD	
PROJET FAO/OSRO																		
Résultat 1 : Des jardins nutritifs sont mis en place																		
1.1 Installation de nouveaux jardins	3 JN installés															Point focal		Obtenir l'accord de principe de la FAO
1.2 Suivi des JN installés	12 JN suivis															Point focal		
1.3 Etablir des comptes d'exploitation générale (CEG)	au moins 4JN dispoent de CEG															Point focal	DT	
1.4 Animation du réseau de producteurs de JN	Le réseau est fonctionnel															Point focal		
Résultat 2 : Des actions de reforestation sont promues																		
2.1 Mise en place de haies vives autour des JN	Au moins 4 JN disposent de HV															Point focal		

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
3.2 Mise en œuvre la RNA dans les parcs arborés, jachères ou massifs forestiers comportant des espèces à dominance pourvoyeuse de PFNL	Au 10 ha de RNA aménagés															Point focal	DT	
Résultat 3: Les capacités des organisations (groupements, associations bénéficiaires du projet) sont renforcées																		
3.1 Suivi des unités construites de transformation des PFNL par le projet	Nombre de sorties mensuelles															Point focal		
3.2 Accompagnement des organisations à la planification de leurs activités de production et de vente, à la gestion, à la dynamique du groupe	Nombre d'organisations appuyés															Point focal	DT	
Résultat 4 : Les acquis du projet sont capitalisés																		
4.1 Supervision régulier des activités	Nombre de suivis/mois du Siège															DT	Coordonnateur, Président	
4.2 Capitalisation des acquis du projet	1 document de capitalisation transmis à la FAO															Point focal	DT	
PROJET FAO/PSAN																		
Résultat 1 : Des actions de reforestation sont promues																		
1.1 Suivi de l'entretien des plants	Nombre de sites suivis															Point focal		
Résultat 2 : Des jardins nutritifs sont mis en place																		
2.1 Installation des jardins nutritifs	6 JN															Point focal		

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
2.2 Identification du site du kiosque de vente des PFNL et définition de la forme de gestion avec les bénéficiaires.	1 kiosque de PFNL fonctionnel															Point focal	DT	
Projet de recherche participative sur la place et le rôle de l'âne dans la communauté Bella des provinces de l'Oudalan et du Séno au Burkina Faso																		
Une étude conduite																		
2.1 La préparation de la mission de collecte des données.	1 sortie effectuée															AT/IPAD	Président	
2.2 Organisation de séance d'harmonisation sur les outils de collecte des données.	1 atelier tenu															AT/IPAD	Président, DT	
2.3 La collecte des données sur le terrain.	Données collectées dans 10 villages															DT	AT/IPAD	
2.4 La restitution des résultats du diagnostic dans les communautés d'étude.	10 restitutions communautaires															DT	AT/IPAD	
2.5 L'élaboration d'un rapport synthèse de l'étude.	1 rapport de synthèse disponible															DT	AT/IPAD	
2.6 La diffusion du rapport synthèse au niveau national.	Rapport diffusé à travers au moins 2 canaux															CC	DT	
Communication																		
Résultat : la visibilité des activités du Réseau MARP-Burkina est accrue																		

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A1 : Relire et mettre à jour le plan de communication	Le plan de communication est disponible															CC	DT, Coordo, Président, RSE	
A2 : Assurer la couverture médiatique des activités	un article est produit et publié sur le site et autres canaux (AKVO, presses ministérielles, TV, etc.) chaque mois.															CC	DT, Coordo, Président, RSE	
A3 : Produire un dépliant pour le programme DRYDEV	Un dépliant est disponible sur DRYDEV															CC	Tout le personnel de DRYDEV	
A4 :Produire un dépliant pour la communication institutionnelle du Réseau MARP	Un dépliant est disponible sur le Réseau MARP															CC	DT, Coordo, Président, SE, DAF	
A5 : Assurer une mise à jour régulière du site web	Le site est mis à jour															CC		
A6 : Créer et animer un bulletin d'information semestrielle du Réseau MARP	Le Réseau MARP dispose d'un bulletin d'information semestriel															CC	Tous les responsable de projet et programme,	
A7 : Rédaction de cas de succès	Au moins 1 cas de succès sur chaque projet															CC	Tous les responsable de projet et programme	

ACTIVITES	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLE	ASSOCIES	OBSERVATIONS	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.8: Création/réactivation d'adresses professionnelles	Des adresses pro fonctionnelles d'ici fin janvier														CC		

***Notes:**

CP= Chargé de Programme

DT= Directeur Technique

RSE = Responsable Suivi-Evaluation

CC= Chargé de Communication

Coordo = Coordonnateur

AT= Assistant Technique

Log= Logisticien